Association des Conseils d'Etat et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne a.i.s.b.l.

Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union i.n.p.a.



Conseil d'Etat de Belgique
Raad van State van België

Evaluation des magistrats

Séminaire organisé par l'Association des Conseils d'Etat et des Juridictions administratives suprêmes de l'UE

En collaboration avec le Conseil d'Etat de Belgique

Avec le soutien de la Commission européenne

ESPAGNE

Bruxelles
30 novembre 2009

Il n'éxiste pas en Espagne un « régime » d'evaluation permanente des juges. Les magistrats espagnols (que n'appartient pas ni à l'ordre « judiciare » ni à l'ordre administratif, car ils font partie d'un corps unique) ne sont pas soumis à un système de valoration de leurs functions.

Cela dit, c'est vrai que la ponderation de leurs capacités professionnelles peut être prise en compte pour la promotion à certaines juridictions (supérieures ou suprêmes) ou por la provision de certains postes judiciaires (notamment, présidentiels) dans les cas que la Loi Organique du Pouvoir Judiciaire prévoit.

Dans ces cas la designation est attribué au Conseil Géneral du Pouvoir Judiciaire et précédée d'un concours public des magistrats. Le Conseil, sur la base d'un certain pouvoir discrétionnaire pour choisir les plus aptes, peut et doit tenir compte du principe de « mérite et de la capacité ». Le Conseil doit, en conséquence, faire la ponderation circonstanciée du rendement, de la qualité du travail, de la formation, la collegialité et la capacité professionnelle des aspirants au poste. S'il s'agit de fonctions présidentielles peut aussi prende en considération la capacité d'organisation et le sens d'iniciative. Pour certains postes de cette nature le Conseil convoque les aspirants à un entretien préalable.

La jurisprudence de la Cour Supreme (Trosième Chambre) a souligné dans leurs arrêts les limites de pouvoir discrétionnaire du Conseil pour faire les nominations et la nécesitté de respecter le principe du mérite et de la capacité, principe inscrit dans la Constitution pour l'accès aux fonctions publiques. Dans certains cas la Cour Supreme, qui exerce le contrôle de legalité des decisions du Conseil, a annulé la designation faite par le Conseil à cause du defaut de motivation.

En dehors des mechanismes de provision de postes et de promotion dans la carrière, les services d'inspection du Conseil peuvent aussi, dans le cadre de ses fonctions ordinaires ou extraordinaires, verifier la situation et le fonctionement des cours et tribunaux. Peuvent, par consequent, faire une certaine évaluation *ad casum* de l'activité des magistrats dans leurs aspects quantitatifs ou operationnels, pas dans les composants « qualitatives » des décisions juridictionelles que les juges ont prises. Le contrôle –et la éventuelle correction- du fond de ces décisions est reservé aux cours superièures et non au Conseil Géneral.

Les décisions disciplinaires prises par le Conseil (soumises en tout cas a la posibilité de recours devant la Cour Suprême) ne peuvent pas etre fondés sus les elements intrinsèques, de nature juridictionel, de l'activité des juges.

Le « rendement » quantitatif des magistrats (notamment le nombre d'arrêts) avait eté tenu en considération dans un réglement de nature retributive. Néanmois, la Cour Supreme a annulé le réglement parce que les mesures y comprises, qui avaient pour effet une incidence pécuniaire négative dans la rétribution des juges que n'arrivaient pas à un certain pourcentage des « modules » standard du rendement, n'etaient pas conformes à la Loi.